



## Assemblée générale

Distr. générale  
9 décembre 2024

---

**Soixante-dix-neuvième session**

Point 96 b) de l'ordre du jour

**Prévention d'une course aux armements dans l'espace :  
non-déploiement d'armes dans l'espace en premier****Résolution adoptée par l'Assemblée générale  
le 2 décembre 2024**

[sur la base du rapport de la Première Commission ([A/79/406](#), par. 20)]

**79/20. Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions [69/32](#) du 2 décembre 2014, [70/27](#) du 7 décembre 2015, [71/32](#) du 5 décembre 2016, [72/27](#) du 4 décembre 2017, [73/31](#) du 5 décembre 2018, [74/33](#) du 12 décembre 2019, [75/37](#) du 7 décembre 2020, [76/23](#) du 6 décembre 2021, [77/42](#) du 7 décembre 2022 et [78/21](#) du 4 décembre 2023, et ses résolutions [45/55 B](#) du 4 décembre 1990 et [48/74 B](#) du 16 décembre 1993 dans lesquelles elle a réaffirmé, entre autres, l'importance des mesures de transparence et de confiance comme moyen de promouvoir la prévention d'une course aux armements dans l'espace,

*Consciente* de l'intérêt que présentent pour l'humanité tout entière l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

*Gravement préoccupée* par la possibilité d'une course aux armements dans l'espace et l'éventualité que celui-ci devienne le théâtre d'affrontements militaires, et ayant à l'esprit l'importance des articles III et IV du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes<sup>1</sup>,

*Consciente* que la prévention d'une course aux armements dans l'espace écarterait un grave danger pour la paix et la sécurité internationales,

*Réaffirmant* qu'il faudrait envisager et prendre des mesures concrètes afin de parvenir à des accords visant à prévenir une course aux armements dans l'espace, dans une volonté collective de bâtir pour l'humanité un avenir commun,

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 610, n° 8843.



*Soulignant* qu'il importe au plus haut point de respecter strictement le régime juridique en vigueur, applicable à l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques,

*Constatant une fois encore* que le régime juridique applicable à l'espace ne suffit pas en soi à garantir la prévention d'une course aux armements dans ce milieu et qu'il faut le consolider et le renforcer,

*Convaincue* que de telles mesures amélioreraient sensiblement les conditions permettant d'écarter efficacement la menace d'une course aux armements dans l'espace, y compris le déploiement d'armes dans l'espace,

*Accueillant avec satisfaction* à ce sujet le projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux, que la Chine et la Fédération de Russie ont présenté à la Conférence du désarmement en 2008<sup>2</sup> et dont le texte actualisé a été soumis en 2014<sup>3</sup>,

*Estimant* que les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales font partie intégrante du projet de traité susmentionné,

*Se félicitant* des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux créé en application de la résolution 77/250 du 30 décembre 2022, intitulée « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace », lequel avait pour mission d'examiner les éléments fondamentaux d'un instrument international juridiquement contraignant visant à prévenir une course aux armements dans l'espace et, entre autres, le déploiement d'armes dans l'espace, et de formuler des recommandations à ce sujet, et soulignant que les travaux du Groupe constituent une contribution importante à l'action menée sur le plan international en vue de parvenir à l'instrument international juridiquement contraignant susmentionné, ainsi qu'à la sécurité de l'espace et à la prévention d'une course aux armements dans l'espace,

*Se félicitant également* du rapport de fond<sup>4</sup> adopté par consensus par le Groupe d'experts gouvernementaux, qui pourrait servir de document de référence pour l'adoption de nouvelles mesures et l'ouverture de négociations internationales appropriées sur un instrument international juridiquement contraignant visant à prévenir une course aux armements dans l'espace et, entre autres, le déploiement d'armes dans l'espace,

*Se félicitant en outre* de la création, pour la période 2024-2028, d'un groupe de travail à composition non limitée chargé, dans le prolongement des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux, d'examiner les éléments fondamentaux d'un instrument international juridiquement contraignant visant à prévenir une course aux armements dans l'espace et, entre autres, le déploiement d'armes dans l'espace, et de formuler des recommandations à ce sujet, ainsi que d'examiner divers aspects de la prévention d'une course aux armements dans l'espace dans le cadre d'un instrument international juridiquement contraignant visant à prévenir une course aux armements dans l'espace,

*Soulignant* l'importance des déclarations politiques faites par un certain nombre d'États<sup>5</sup> indiquant qu'ils ne seraient pas les premiers à déployer des armes dans l'espace,

<sup>2</sup> Voir [CD/1839](#).

<sup>3</sup> Voir [CD/1985](#).

<sup>4</sup> [A/79/364](#).

<sup>5</sup> Argentine, Arménie, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Congo, Cuba, Équateur, Fédération de Russie, Guatemala, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizistan, Mali, Myanmar, Nicaragua, Ouzbékistan, Pakistan, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, Seychelles, Sierra Leone, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Togo, Turkménistan, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du) et Viet Nam.

1. *Réaffirme* qu'il importe au plus haut point de prévenir une course aux armements dans l'espace et que les États doivent sans plus de retard manifester la volonté de contribuer à la réalisation de cet objectif commun ;
2. *Réaffirme également* que la Conférence du désarmement, seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement<sup>6</sup>, a un rôle primordial à jouer dans la négociation d'un ou, le cas échéant, de plusieurs accords multilatéraux visant à prévenir, sous tous ses aspects, une course aux armements dans l'espace ;
3. *Demande instamment* que des travaux de fond débutent au plus tôt, sur la base du projet révisé de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux, présenté par la Chine et la Fédération de Russie à la Conférence du désarmement en 2008, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace » ;
4. *Souligne* qu'en l'absence d'un tel accord, d'autres mesures peuvent contribuer à faire en sorte que des armes ne soient pas déployées dans l'espace ;
5. *Appuie* les efforts visant à mondialiser l'initiative internationale en faveur du non-déploiement d'armes de tout type dans l'espace en premier ;
6. *Engage* tous les États, en particulier ceux qui mènent des activités spatiales, à envisager la possibilité de prendre l'engagement politique de ne pas être les premiers à déployer des armes dans l'espace ;
7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quatre-vingtième session, au titre de la question intitulée « Prévention d'une course aux armements dans l'espace », la question subsidiaire intitulée « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ».

43<sup>e</sup> séance plénière  
2 décembre 2024

---

<sup>6</sup> Voir résolution [S-10/2](#).